

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA PREPARATION DU LIN

Convention collective de travail du 1 octobre 2003 portant coordination des statuts du Fonds de Sécurité d'existence de la Préparation du Lin.

Article 1

Cette convention collective de travail coordonne les Statuts du Fonds de Sécurité d'existence de la Préparation du Lin.

Article 2

Cette convention collective est conclue pour une durée indéterminée. Elle produit des effets le 1^{er} janvier 2003.

Elle peut être résiliée par une des parties signataires moyennant observation d'un délai de préavis de trois mois signifié par lettre recommandée au président de la sous-commission paritaire pour la préparation du Lin.

fait à Gent le 1 octobre 2003

CSC Textura

(Handwritten mark)

(Handwritten mark)

(Handwritten mark)

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	68713/60
06X03	26-11-2003	N°	1202

STATUTS

I. Dénomination et siège social

Article 1

Le 1^{er} janvier 1981 est institué un Fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds de sécurité d'existence de la Préparation du Lin".

Article 2

Le siège social du Fonds est établi à Gand, à l'adresse suivante: Poortakkerstraat 100, 9051 Gent(S-D-W).

Il peut être transféré par décision de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin à tout autre endroit en Belgique.

II. Objet

Article 3

Le Fonds a pour objet:

- 1° de percevoir les cotisations, nécessaires à son fonctionnement;
 - 2° d'octroyer des avantages sociaux complémentaires aux ouvriers visés à l'article 4;
 - 3° d'assurer la liquidation de ces avantages;
 - 4° la prise en charge des cotisations patronales spéciales sur la prépension conventionnelle à temps plein et à mi-temps;
- de rétribuer aux organisations représentatives les charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux.

III. Champ d'application

Article 4

Les présents statuts s'appliquent aux employeurs et aux ouvriers ressortissant à la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin.

Sauf disposition contraire, il est entendu dans les présents statuts par "ouvriers": les ouvriers et les ouvrières.

NEERLEGGING-DÉPÔT REGISTR.-ENREGISTH.

08 -10- 2003

NR.
N°

IV. Octroi et liquidation des avantages sociaux complémentaires

Article 5

Les ouvriers visés à l'article 4 ont droit à des avantages sociaux complémentaires à charge du Fonds dont la nature, le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont fixés par une convention collective de travail conclue au sein de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin et rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 6

En aucun cas, la liquidation des avantages sociaux complémentaires ne peut dépendre du versement des cotisations dues par l'employeur.

V. Gestion

Article 7

Le Fonds est géré par un conseil d'administration, composé paritairement de représentants d'employeurs et de travailleurs.

Ce conseil est composé de dix membres, notamment cinq représentants des employeurs et cinq représentants des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin parmi les membres effectifs ou suppléants de ladite commission.

Leur mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membres de la Sous-commission Paritaire. Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la Sous-commission Paritaire appartenant au même groupe que le membre dont le mandat prend fin.

Article 8

Le conseil d'administration désigne chaque année en son sein un président et deux vice-présidents.

La présidence et la première vice-présidence sont exercées alternativement par un représentant des employeurs et par un représentant des travailleurs.

La première année, le groupe auquel appartient le président est désigné au sort.

Le deuxième vice-président appartient toujours au groupe des représentants des travailleurs.

Article 9

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois par an et chaque fois que deux membres au moins en font la demande. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par la personne qui a présidé la séance.

Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. Le vote est valable s'il est émis par au moins un membre de chaque groupe et à condition que le point mis aux voix ait été porté explicitement à l'ordre du jour de la convocation à la séance.

Article 10

Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds. Il agit en justice au nom du Fonds et à la poursuite et la diligence du président ou de l'administrateur délégué à cet effet.

Article 11

Le conseil d'administration peut déléguer des attributions spéciales à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers. Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le conseil a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer des signatures conjointes de deux administrateurs, un de chaque groupe, sans que ces administrateurs ne doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.

Article 12

Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ils n'endossent à l'égard des engagements du Fonds aucune responsabilité personnelle de par leur gestion.

VI. Financement

Article 13

Le financement des avantages sociaux complémentaires se fait:

- a) pour les prépensionnés ayants droit pendant la période de 1981-85 sous la forme d'avances sans intérêt à charge du Ministère des Affaires Economiques et par la voie d'une cotisation patronale. Cette cotisation couvre jusqu'au 31 décembre 1985 un pour cent des dépenses annuelles et elle est utilisée à partir du 1^{er} janvier 1986 pour rembourser les avances sans intérêt. Chaque année, dans le courant du mois de février elle est versée au compte du Ministère des Affaires Economiques jusqu'au moment où les avances sans intérêt auront été remboursées;
- b) pour les nouveaux prépensionnés ayants droit à partir du 1^{er} janvier 1990 par une cotisation patronale de 0,25% des salaires bruts non-plafonnés à 100%;
- c) pour les nouveaux prépensionnés ayants droit à partir du 1^{er} janvier 1991 en outre par un prélèvement annuel dans le "Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin" sur le résultat annuel de l'exercice précédent du fonds "Allocation complémentaire de vacances" et ensuite du fonds "accompagnement social". En cas d'insuffisance, on puisera finalement dans les fonds prévus à l'article 10 des statuts du "Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin".

Article 14

- a) La cotisation patronale prévue à l'article 13, alinéa a), est fixée à 0,025% des salaires bruts non-plafonnés à 100%;
- b) La cotisation de 0,025% dont question au littéra a) ci-dessus et la cotisation dont question à l'article 13 littéra b) sont calculées sur les salaires bruts des deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'année précédente et du premier trimestre de l'année en cours.

Article 15

- a) Les cotisations sont perçues pour le compte du Fonds, par le "Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin".

Elles sont dues chaque trimestre par les employeurs.

Les dates **d'échéance** pour les trimestres de référence "deuxième, troisième et quatrième trimestre de l'année précédente" et "premier trimestre de l'année en cours" sont respectivement les **15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre** de l'année en cours.

- b) Les sommes dues pour chaque trimestre révolu, doivent être versées par l'employeur au compte de chèques postaux du Fonds ou auprès **d'une** banque déterminée par le conseil d'administration.
- c) Pour chaque trimestre auquel se rapportent les **cotisations**, l'employeur est obligé de payer à compter du premier jour qui suit la date d'échéance visée au **littéra a)**, une majoration de 10% sur le montant des cotisations **dues**, ainsi qu'un intérêt de retard égal à celui d'application sur les cotisations de l'O.N.S.S., sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire à cet effet.

Article 16

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958, concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par convention collective de travail conclue au sein de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin et rendue obligatoire par arrêté royal.

VII. Budgets et comptes

Article 17

Les comptes du Fonds seront vérifiés, annuellement et sur place, par l'Inspection des Finances auprès du Ministère des Affaires Economiques et par les services compétents de ce Ministère.

Le Fonds soumettra chaque année avant le 28 février, la situation des comptes au Ministère des Affaires Economiques. Le budget pour l'année suivante sera soumis au Ministère des Affaires Economiques avant le 31 décembre. Une révision du budget est possible avant le 1^{er} juillet.

Article 18

L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 19

Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, un budget est soumis à l'**approbation**, pour l'année suivante, de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin.

Article 20

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable.

VIII. Contrôle

Article 21

Le conseil d'administration, ainsi que le reviseur ou expert-comptable, désignés par la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue.

Article 22

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin pendant le mois de septembre au plus tard.

IX. Liquidation

Article 23

Les avances sans intérêt prévues à l'article 13 sont remboursées par le Fonds. Le remboursement se fera annuellement et commencera après une période de cinq ans. Il sera égal au produit de la cotisation patronale supplémentaire qui sera prélevée à partir du 1^{er} janvier 1986. Le taux de cette cotisation supplémentaire sera au moins égal au taux de cotisation moyen fixé pour les années 1981 jusqu'à et y compris 1985.

X. Dissolution

Article 24

La dissolution du Fonds peut avoir lieu sur décision unanime de la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin, lorsqu'il a satisfait à ses obligations résultant de l'accord protocolaire du 17 mars 1981 entre les organisations patronales et syndicales, le Ministre des Affaires Economiques et le Ministre de l'Emploi et du Travail, octroyant une indemnité complémentaire sous forme d'une prépension conventionnelle et après que les avances visées à l'article 23 ont été remboursées.

Article 25

Lorsque des liquidités restent disponibles lors de la dissolution du Fonds, la Sous-commission Paritaire de la Préparation du Lin désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe leurs rémunérations.

Les capitaux restants du Fonds sont répartis comme suit:

les ouvriers bénéficiaires reçoivent les avantages sociaux complémentaires, fixés par convention collective de travail conclue en application de l'article 5 de ces statuts, à partir de la date de la mise en liquidation du Fonds et jusqu'à épuisement complet des capitaux restants du Fonds.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE VLASBEREIDING

Collectieve arbeidsovereenkomst van 1 oktober 2003 tot coördinatie van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding.

Artikel 1

Deze CAO coördineert de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding.

Artikel 2

Deze CAO is voor onbepaalde tijd gesloten. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003. Zij kan op verzoek van één der ondertekenende partijen opgezegd worden met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.

Gedaan te Gent op 1 oktober 2003

2

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

06 X 03

26 -11- 2003

NR
N°

68719/61

12021

4

STATUTEN

I. Benaming en maatschappelijke zetel

Artikel 1

Er wordt met ingang van 1 januari 1981 een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding".

Artikel 2

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Gent, op volgend adres: Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (S-D-W).

Hij kan bij beslissing van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding overgebracht worden naar elke andere plaats in België.

II. Doel

Artikel 3

Het Fonds heeft tot doel:

- 1° het innen van de bijdragen, nodig voor zijn werking;
- 2° het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de werklieden bedoeld bij artikel 4;
- 3° de uitkering van deze voordelen te verzekeren;
- 4° het ten laste nemen van de bijzondere werkgeversbijdragen op het voltijds en het halftijds conventioneel brugpensioen;

de bestuurs- en beheerskosten met betrekking tot de uitbetaling van de sociale voordelen aan de vertegenwoordigde organisaties te vergoeden.

III. Toepassingsgebied

Artikel 4

Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers en op de werklieden die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.

Behoudens andersluidende bepaling wordt in onderhavige statuten onder "*werklieden*" verstaan: de arbeiders en arbeidsters.

NEERLEGGING-DÉPÔT REGISTR.-ENREGISTR.

08 -10- 2003

NR.
N°

IV. Toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen

Artikel 5

De in **artikel 4** bedoelde **werklieden** hebben recht op aanvullende sociale voordelen ten **laste** van het Fonds waarvan de aard, het bedrag, de **toekenningsvoorwaarden** en de **uitkeringsmodaliteiten** worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding en algemeen **verbindend** verklaard bij koninklijk besluit.

Artikel 6

De uitkering van de aanvullende voordelen mag in geen geval afhankelijk gesteld worden van de storting der bijdragen die door de werkgever **verschuldigd** zijn.

V. Beheer

Artikel 7

Het Fonds wordt **beheerd** door een raad van beheer, paritair samengesteld uit werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers.

Deze raad bestaat uit tien leden, met name: vijf werkgeversvertegenwoordigers en vijf werknemersvertegenwoordigers.

De leden van de raad van beheer worden aangewezen door het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding onder de effectieve of plaatsvervangende leden van dit Comité.

Hun mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Subcomité. In dat geval worden zij vervangen door een lid van het Paritair Subcomité, behorend tot dezelfde groep als het lid wiens mandaat een einde nam.

Artikel 8

Iederjaar duidt de raad van beheer in zijn midden een **voorzitter** en twee **ondervoorzitters** aan.

Er zal voor het **voorzitterschap** en het eerste **ondervoorzitterschap** een beurtregeling worden toegepast onder de werkgevers- en de werknemersvertegenwoordigers.

De groep waartoe de voorzitter behoort wordt voor het eerste jaar bij loting aangewezen.

De tweede ondervoorzitter behoort steeds tot de groep der werknemersvertegenwoordigers.

Artikel 9

De raad van beheer **vergadert** op uitnodiging van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de raad ten minste één maal per jaar bijeen te roepen en **telkens** wanneer ten minste twee leden erom **verzoeken**. De uitnodigingen moeten de agenda vermelden. De notulen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de raad van beheer en ondertekend door diegene die de vergadering heeftvoorgezeten.

De **uittreksels** uit de notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee **beheerders**. De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden. De stemming is geldig indien eraan deelgenomen wordt door ten minste één lid van iedere groep en op **voorwaarde** dat het ter stemminggebrachte punt duidelijk vermeld werd op de agenda van de **bijeenroeping** der vergadering.

Artikel 10

De raad van beheer heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor zijn goede werking. Hij beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de leiding van het Fonds. Hij treedt in rechte op uit naam van het Fonds op vervolging en benaerstiging van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

Artikel 11

De raad van beheer kan bijzondere bevoegdheden aan één of meer zijner leden of zelfs aan derden overdragen. Voor alle andere handelingen dan die waarvoor door de raad van beheer bijzondere opdrachten werden gegeven, volstaat de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één van iedere groep, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken, opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden.

Artikel 12

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten gevolge van hun beheer, ten opzichte der verbintenissen van het Fonds.

VI. Financiering

Artikel 13

De financiering van de aanvullende sociale voordelen gebeurt:

- a) voor de rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de période 1981-85 door renteloze voorschotten ten laste van het Ministerie van Economische Zaken en door een werkgeversbijdrage. Deze werkgeversbijdrage dekkt tot 31 december 1985 één percent van de jaarlijkse uitgaven en wordt vanaf 1 januari 1986 aangewend ter terugbetaling van de renteloze voorschotten. Ze wordt ieder jaar in de loop van de maand februari op de rekening van het Ministerie van Economische Zaken gestort tot op het ogenblik dat de renteloze voorschotten terugbetaald zijn;
- b) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden vanaf 1 januari 1990 door een werkgeversbijdrage van 0,25% op de onbegrensde brutolonen aan 100%;
- c) voor de nieuwe rechthebbende bruggepensioneerden vanaf 1 januari 1991 bovendien door jaarlijkse afname in het "Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding" van het jaarresultaat van het vorige boekjaar van het fonds "aanvullende vakantievergoeding" en vervolgens van het fonds "sociale begeleiding". In geval van ontoereikendheid zal uiteindelijk aanspraak worden gemaakt op de gelden voorzien in artikel 10 van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding".

Artikel 14

- a) De werkgeversbijdrage voorzien onder artikel 13, lid a), is vastgesteld op 0,025% van de onbegrensde brutolonen aan 100%;
- b) De bijdrage van 0,025% waarvan sprake in littera a) hierboven en de bijdrage waarvan sprake in artikel 13 littera b) worden berekend op de brutolonen van het tweede, derde en vierde kwartaal van het voorgaande jaar en van het eerste kwartaal van het lopende jaar.

Artikel 15

- a) De bijdragen worden voor rekening van het Fonds geïnd door het "Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding".
Zij zijn om het kwartaal door de werkgevers verschuldigd.

De vervaldata voor de refertekwartalen "tweede, derde en vierde kwartaal van het voorgaande jaar" en "eerste kwartaal van het lopende jaar" zijn respectievelijk 15 februari, 15 mei, 15 augustus en 15 november van het lopende jaar.

- b) De voor elk vervallen kwartaal verschuldigde sommen moeten door de werkgever gestort worden op de postrekening van het Fonds of op een door de raad van beheer bepaalde bankrekening.
- c) Voor elk kwartaal waarop de bijdragen betrekking hebben, is vanaf de eerste dag volgend op de in littera a) bepaalde vervaldag, de werkgever verplicht op het bedrag der verschuldigde bijdragen een verhoging van 10% te betalen, evenals een nalatighedsinterest gelijk aan deze van toepassing op de RSZ-bijdragen, zonder dat hiervoor een ingebrekestelling vereist is.

Artikel 16

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, kan het bedrag der bijdragen slechts gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

VII. Begrotingen en rekeningen

Artikel 17

De rekeningen van het Fonds zullen jaarlijks ter plaatse worden nagezien door de Inspectie van Financiën bij het Ministerie van Economische Zaken en door de bevoegde diensten van dit Ministerie.

Het Fonds zal elk jaar vóór 28 februari de stand der rekeningen voorleggen aan het Ministerie van Economische Zaken. De begroting voor het volgende jaar zal vóór 31 december voorgelegd worden aan het Ministerie van Economische Zaken. Een herziening van de begroting is mogelijk vóór 1 juli.

Artikel 18

Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluitop 31 december.

Artikel 19

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.

Artikel 20

Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans dienen op rekenplichtig gebied voldoende omschreven te zijn.

VIII. Toezicht

Artikel 21

De Raad van **beheer**, alsmede de bij toepassing van **artikel 12** van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding aangewezen **revisor** of **accountant**, brengen jaarlijks ieder een **schriftelijk verslag** uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

Artikel 22

De balans, samen met hogerbedoelde **schriftelijke** jaarlijkse **verslagen**, dienen uiterlijk tijdens de maand september ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.

IX. Vereffening

Artikel 23

De in artikel 13 **voorzien**e renteloze **voorschotten** worden terugbetaald door het Fonds. De terugbetaling gebeurt jaarlijks en begint na een période van vijf jaar. Ze is gelijk aan de opbrengst van de bijkomende **werkgeversbijdrage**, welke vanaf 1 januari 1986 **wordt** geheven. De bijdragevoet van deze bijkomende bijdrage is minstens gelijk aan de gemiddelde bijdragevoet vastgesteld voor de jaren 1981 tot en met 1985.

X. Ontbinding

Artikel 24

Het Fonds kan ontbonden worden bij éénparige beslissing van het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding, nadat het zijn **verplichtingen voortvloeiend** uit de protocolaire overeenkomst van 17 maart 1981 tussen de **werkgevers-** en de **werknemersorganisaties**, de Minister van Economische Zaken en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid tot toekenning van een aanvullende vergoeding door middel van een conventioneel brugpensioen is nagekomen en na terugbetaling van de in artikel 23 bedoelde voorschotten.

Artikel 25

Ingeval bij de ontbinding van het Fonds gelden beschikbaar blijven, wijst het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding de **vereffenaars** aan en bepaalt hun bevoegdheden en bezoldiging.

Het overblijvend vermogen van het Fonds krijgt dan volgende bestemming:

de **rechthebbende** werklieden ontvangen vanaf de **datum** van het in **vereffening** stellen van het Fonds en tot volledige uitputting van het overblijvende vermogen van het Fonds, de aanvullende sociale voordelen vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in toepassing van artikel 5 van deze statuten.